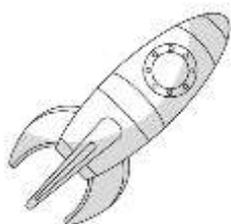




ALLÔ LE RÉSEAU, ICI #MISSION ALPHA



Compte rendu du CSE réseau d'avril 2021

A regarder la situation du réseau régional de France 3, aggravée par la crise sanitaire et cette nouvelle période de restrictions, et de l'improbable futur que nous dessine la direction, on a presque envie de chanter ; "je rêvais d'un autre monde !". Un monde qui ressemblerait à l'ISS, où notre voisin s'appellerait Thomas Pesquet. Voici donc le réseau régional vue de la Station Spatiale Internationale.

Centre de gravité : l'évolution du Plan de Continuité de l'Activité – jolie expression qui se traduit surtout par une offre de programmes et d'informations "dégradée, n'ayons pas peur des mots", assume même le directeur du réseau – a connu plusieurs versions pendant ces 3 jours de réunion. Mais on a vite compris que, s'il était totalement dépendant des annonces du gouvernement, il allait surtout s'ajuster au calendrier des élections régionales et départementales. Du reste, en décrivant les modalités de reprise, François Desnoyers a fait un beau lapsus en parlant des "préfectures" au lieu des "départements" ! A l'heure où nous écrivons, les JT par antenne et les Dimanche En Politique reprendront donc à partir du 10 mai. Date de démarrage des décomptes de paroles pour le CSA !

Reprise prévue des 18h30 et des autres programmes le 25 mai. Au planning donc, on aurait 5 équipes de journalistes par jour sur le site principal (du moins pour ceux qui en ont autant). S'ajoutent à cela les équipes de BIP et des éditions locales au complet. Côté technique, retour des vidéos, d'un OPV, plus quelques techniciens supplémentaires au choix mais seulement 2 monteurs dans les locaux et peu d'OPS en reportage. François Desnoyers précise que cette configuration pourra être modifiée dans les zones encore rouges où les préfets pourraient reprendre des mesures de confinement.

Le 10 mai devrait donc voir la fin, qu'on espère définitive, de 5 semaines de non activité avec, pour beaucoup, des planifications aberrantes selon les antennes, une inflation délirante de RTE, de mises en disponibilité totalement inéquitables d'une personne à l'autre et vacations internet. Une situation dénoncée par le SNJ dans son liminaire ([lire ici](#)) et dans un tract ([lire ici](#)).

Dans le même temps, dans cette orbite terrestre, le nouveau Plan de Continuité d'Activité – qu'il conviendrait plutôt d'appeler un plan de réduction d'antenne – les mesures sanitaires n'ont guère évolué. Ainsi alors que tous les scientifiques y compris le médecin du travail de France TV affirment la nécessité d'aérer les locaux, cela n'apparaît toujours pas dans la liste des gestes barrière.

Bras télémanipulateur : la santé, priorité de la direction générale et de celle du réseau... mais surtout les économies ! François Desnoyers a beau s'en défendre, les chiffres sont là : l'examen du bilan budgétaire de 2020, avec ses réductions d'effectifs dus au confinement, fait apparaître une économie de 11 millions d'euros sur la masse salariale. 15 millions pour l'ensemble de l'entreprise. Ce qui signifie que le réseau régional, qui représente 1 tiers des effectifs, a réalisé les 3 quarts des économies ! L'explication se trouve dans le moindre recours aux CDD et intermittents, dans les économies sur les frais de missions et dans la baisse des heures supplémentaires. Mais aussi grâce au non remplacement d'un grand nombre de départs en RCC. Malgré cela, le réseau devra encore supprimer une vingtaine d'ETP sur l'année 2021. Et surtout, malgré ces économies, le budget prévisionnel 2021 ne prévoit aucun financement pour la régionalisation, pourtant présentée comme le projet fusée du réseau et stratégique pour l'entreprise. Sur le total de 31 millions d'euros économisés sur le coût de grille, aucune ligne n'a été provisionnée pour ce projet. *"Ce n'est pas le même exercice comptable"*, explique le directeur financier Philippe Angot, sans répondre à nos interrogations.

En dehors des matinales de France Bleu (44 prévues pour 2023), France TV n'investit pas le moindre euro dans ce projet de régionalisation au budget 2021, le *"à moyens constants"* faisant écho à chacune de nos questions. Seule exception : une enveloppe de 50 000 euros par antenne a été prévue pour les élections régionales et départementales sur laquelle devront être inclus les coûts d'éventuels sondages.

Plats lyophilisés : avant même que soit discuté un accord de méthode pour le sidéral projet de régionalisation, la direction du réseau distille quelques éléments qui figureront sur la grille de rentrée. Pêle-mêle : un allongement des radios filmées France Bleu de 20 minutes jusqu'à 9h, une offre renouvelée des matinales sur 45 minutes, qui ne s'appelleront plus Ensemble C'est Mieux. Chaque région choisira bien son conducteur d'antenne mais des rubriques seront communes à toutes avec un tronc commun de 10 minutes : *"les bons plans, la personnalité du jour, le virage vert"*, nous détaille le directeur des programmes du réseau. Des *"produits fabriqués entièrement par FTV dans le cadre d'une banque d'images et de sujets"*. Sans que l'on comprenne si le producteur Eden y aura toujours une place. *"Il n'y aura plus de contrats sur le fonds de soutien exceptionnel"*, précise seulement Philippe Martinetti.

Pour les programmes régionaux : *"il n'y aura pas de grand soir de la régionalisation"*, répète le directeur, qui promet un calendrier par étapes selon les régions jusqu'à l'été 2023 et non plus à l'horizon 2022. Le directeur de la transformation promet lui des JT régionaux améliorés avec un nouvel outil d'infographie (Prisme externalisé). Pour Germain Dagognet : *"le JT arrive en fin de journée et les gens ont déjà reçu l'info. Une lecture exhaustive de l'actualité n'est plus à l'ordre du jour. Il faut privilégier des sujets anglés. On va faire des pilotes"*, promet-il. Puis il enchaîne avec l'expérimentation avortée de la régie automatisée à Rouen : *"nous cherchons toujours un site, nous allons y tester et y développer les JT régionaux de demain"*.

Quant au **numérique**, on nous parle de " papiers plus longs et enrichis, une meilleure exposition des contenus régionaux (!) et une offre servicielle et conversationnelle" (sic!). *"Mais c'est une page blanche"*, tient à préciser Frédérique-Marie Lamouret. *"Des ateliers vont commencer. On en est vraiment aux balbutiements. Et cela demandera un vrai changement culturel des rédactions"* ! Encore un !

Falcon 9 : on apprend du CSE central qu'une formation sur les risques technologiques va voir le jour. Il serait temps, 18 mois après l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen. Une formation sur 5 jours déclinable en région avec la situation locale. Le SNJ insiste sur la nécessité par ailleurs de mettre à dispositions des journalistes et des RP un ensemble de fiches sur les industries à risque ou classées dans le ressort de chaque antenne. Les ingénieurs sécurité de France TV y travaillent, nous assure la direction.

Trainée atmosphérique : la direction technique prépare le futur des maquilleuses du réseau régional. Un avenir 2.0, peut-être bientôt pris en charge par des robots ! Un appel d'offre national par lots a été lancé sur le maquillage pour désigner des prestataires. "C'est pour se mettre en conformité avec la réglementation", affirme Michael Friederich !

La situation est très variable d'une antenne à l'autre entre le tout prestations ou le maintien de salariées en CDI et en CDD. Au fil des années, les départs à la retraite des maquilleuses n'ont pas été remplacés. La direction voudrait externaliser cette fonction qu'elle ne s'y prendrait pas autrement, employant parfois de simples esthéticiennes et en ubérisant le planning de ces précaires. Le métier de maquilleuse, essentiellement féminin, est pourtant un vrai métier de la télé et du cinéma. Les élus refusent d'accepter cette fausse fatalité bien organisée, sans doute encore une fois pour « maquiller » des suppressions d'ETP en externalisant l'activité. D'autant que ce recours aux prestataires (30 à 40%) pour une activité régulière pourrait tomber sous le coup de la loi : cela s'appelle du prêt de main d'œuvre à but lucratif et c'est illégal ! Les élus ont voté à l'unanimité une résolution ([lire ici](#)) demandant le retrait de ces appels d'offres douteux et le retour à l'emploi de maquilleuses comme salariées France Télévisions.

En impesanteur : les comptes du CSE sont dans le bleu avant la réouverture des lieux culturels et des frontières. Ainsi le projet d'un chèque culture cadeau comme l'an dernier est bien avancé. Et quant aux voyages, reportés d'une année ou plus pour cause de pandémie, les projets sont nombreux et toujours en cours. Des avances ont déjà été versées. De quoi se laisser agréablement flotter pour oublier les projets funestes et rêver au retour de la vraie vie.



Prochain décollage pour le CSE réseau : du 26 au 28 mai.

Depuis le hublot à scruter la galaxie FTV, vos élus et représentant SNJ :

Jean-Manuel Bertrand, Myriam Figureau, François Ollier et Herve Colosio.